

BRAVIA

Cindy Klassen
6 fois médaillée olympique et athlète canadienne de 2006



SC

cyberpresse.ca

Publié le 02 février 2009 à 14h52 | Mis à jour le 02 février 2009 à 14h58

Le service d'autobus pourrait reprendre dès samedi



Martin Roy, LeDroit



Dominique La Haye
Le Droit

Les usagers du transport en commun à Ottawa devraient retrouver le service d'autobus plus tôt que prévu, voire dès samedi, soutient le directeur d'OC Transpo, Alain Mercier.

Les quelque 900 mécaniciens d'OC Transpo, qui ont repris le travail dimanche et hier, travaillent d'arrache-pied pour relancer le service qui, au départ, ne devait reprendre que lundi prochain.

« Nous espérons être en mesure de remettre en marche, samedi matin, les autobus au service normal de fin de semaine. Ça nous permettrait aussi de nous assurer que tout fonctionne comme il se doit »,

indique M. Mercier.

Le directeur ajoute que les discussions avec la province pour assouplir les règles d'inspection des autobus vont bon train, de sorte que le service devrait revenir complètement à la normale d'ici huit semaines et non pas 14 semaines comme il l'avait auparavant annoncé.

« L'entente avec la province va nous permettre de prendre moins de temps à inspecter les véhicules, c'est-à-dire quelques heures plutôt qu'une demi-journée. Mais, le tout dépendra de l'ampleur des travaux à réaliser », précise-t-il.

Tests d'inspection échoués

M. Mercier indique que 287 des 1025 autobus ont échoué le test d'inspection de la province et qu'environ 600 autobus du parc automobile ne fonctionnaient pas lors de leur vérification dimanche.

Le maire Larry O'Brien a pour sa part réagi aux propos du président de la section 279 du Syndicat uni des transports (SUT), André Cornellier, selon qui la Ville étire la remise en service des autobus, dans le but

d'effectuer des mises à pied temporaires. Durant la grève, M. Mercier avait laissé planer l'idée que 500 chauffeurs seraient touchés.

« La grève est finie, point final. C'est le temps de passer à autre chose. Les représentants syndicaux savent que les gestionnaires et les mécaniciens collaborent maintenant pour ramener les autobus rapidement sur la route », a dit le maire.

« Nous avons 1000 autobus à inspecter et ça nous prendra un certain temps », ajoute M. Mercier.

Il avance aussi que certains circuits d'autobus seront améliorés au printemps. Il précise que des mesures visant à encourager les résidents à renouer avec le transport en commun seront dévoilées prochainement.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

Publié le 02 février 2009 à 22h25 | Mis à jour le 03 février 2009 à 06h10

Blitz d'Ottawa auprès de Washington



Le ministre du Commerce international, Stockwell Day.
Photo: PC



[Joël-Denis Bellavance](#)
La Presse

(Ottawa) Le gouvernement Harper affirme qu'il met les bouchées doubles afin de convaincre le Congrès américain d'abandonner les velléités protectionnistes du plan de relance économique de 820 milliards de dollars US avant la visite officielle du nouveau président Barack Obama au pays le 19 février.

Le ministre du Commerce international, Stockwell Day, a affirmé lundi que le gouvernement accentue les pressions pour qu'une clause du plan de relance soit modifiée. Si cette clause dite Buy American demeure inchangée, elle risque de faire perdre des milliers d'emplois au Canada et provoquer une montée du protectionnisme sur

la planète.

Cette clause, qui est décriée non seulement au Canada mais aussi en Europe et en Asie, interdirait l'achat d'acier étranger pour des projets financés dans le cadre du plan de relance économique. Ce plan a été adopté la semaine dernière par la Chambre des représentants et est présentement à l'étude au Sénat.

Au Québec, quelque 2000 emplois pourraient être menacés par cette clause, selon une coalition d'entreprises qui transforment l'acier. Le Canada exporte 40% de son acier aux États-Unis.

Devant la levée de boucliers, la Maison-Blanche a indiqué vendredi dernier que la nouvelle administration comptait «réexaminer» cette clause qui violerait, selon les autorités canadiennes, l'Accord de libre-échange nord-américain et les règles de l'Organisation mondiale du commerce.

En fin de semaine, le ministre Day a profité du Forum économique mondial à Davos pour expliquer de vive voix les doléances du Canada à son homologue américain Peter Allgeier. De retour au pays, le ministre Day s'est dit «modérément encouragé» lundi matin devant la possibilité de voir la nouvelle administration américaine changer son fusil d'épaule.

Aux Communes en après-midi, M. Day a affirmé que le gouvernement exerce des pressions auprès des dirigeants américains pour retirer cette clause du plan de relance avant la visite du président Obama.

«C'est exactement notre but d'avoir possiblement une solution avant que le président arrive ici au Canada. Je ne sais pas si c'est possible, mais c'est notre objectif», a affirmé M. Day en réponse à une question du chef du Bloc québécois Gilles Duceppe.

Les demandes du gouvernement canadien ont obtenu un appui important à Washington hier. Le chef de la minorité républicaine au Sénat américain, Mitch McConnell, s'est en effet prononcé contre la clause controversée.

«Je ne pense pas qu'il faille utiliser un projet censé être opportun, temporaire et ciblé pour déclencher des guerres commerciales au moment où le monde entier est aux prises avec un retournement économique», a déclaré M. McConnell au cours d'une conférence de presse.

«Je pense que c'est une mauvaise idée d'inclure cette mesure dans un tel projet de loi qui est censé relancer l'économie», a ajouté M. McConnell.

Les républicains détiennent 41 sièges sur 100 au Sénat, soit une minorité de blocage qui leur permet de retarder indéfiniment les projets de l'administration.

Le projet de plan de relance qui est présentement à l'étude au Sénat va plus loin que la version adoptée par la Chambre des représentants. En effet, il étend à tous les produits industriels la clause protectionniste réservée par les représentants aux seuls produits métallurgiques.

Même si le ministre Day affirme qu'il fait tout pour régler ce dossier rapidement, le Parti libéral estime que le gouvernement Harper a tardé à réagir et qu'il devrait maintenant augmenter la pression sur Washington. Le critique libéral aux affaires étrangères, Bob Rae, a affirmé que le Canada devrait lancer une campagne auprès des élus au Congrès pour les convaincre de biffer cette clause protectionniste.

«Je crois qu'ils ont attendu trop longtemps. Maintenant, c'est au Sénat et c'est clair que ça va très rapidement aux États-Unis. Et c'est aussi clair que les chefs politiques aux États-Unis ne semblent pas tout à fait comprendre le fait que ce n'est pas seulement un problème américain, mais que c'est un problème pour tout le monde. Nous sommes le partenaire économique le plus important des États-Unis en ce qui concerne le commerce. Alors, c'est essentiel de mettre tout l'effort politique que nous pouvons maintenant», a dit M. Rae.

Par ailleurs, le premier ministre du Québec, Jean Charest, a affirmé hier que les craintes de l'industrie sidérurgique sont «justifiées».

«Je pense que c'est responsable d'être inquiet de ce qui se passe aux États-Unis actuellement. (...) Il faut absolument être très vigilant. Il faut suivre ce qui se passe aux États-Unis, surtout dans la foulée d'une élection américaine où le président actuel, M. Obama, a manifesté sa volonté de renégocier les accords commerciaux. Il faut être vigilant. C'est notre intérêt qui nous amène là», a dit M. Charest, de passage à Paris.

Selon M. Charest, cette affaire représente une raison de plus pour faire avancer le projet de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne. «Ça va nous permettre de mieux résister aux tentations protectionnistes que nous voyons aux États-Unis, ou ailleurs.»

- Avec Tommy Chouinard et AFP



cyberpresse.ca

Publié le 03 février 2009 à 06h28 | Mis à jour à 06h34

Plus facile que jamais de trouver du boulot



Archives AFP



Marie Allard
La Presse

Le taux de chômage des nouveaux diplômés du secondaire professionnel - à peine neuf mois après avoir eu leur diplôme - était à un creux de 9,6% en 2008. « Il s'agit du taux le plus bas des 10 dernières années », souligne le ministère de l'Éducation dans sa nouvelle étude La relance au secondaire en formation professionnelle - 2008.

En mars dernier, les 31 500 nouveaux diplômés (de 2006-2007) du secteur professionnel ont été sondés pour connaître leur situation d'emploi. Le portrait est réjouissant: le salaire brut moyen des détenteurs de diplôme d'études professionnelles (DEP) travaillant à temps plein était de 611\$ par

semaine, en hausse de 4,1% en un an. Au total, le taux d'emploi des nouveaux détenteurs de DEP était de 77,8%, en légère baisse par rapport à l'année précédente (de 0,5%). Les nouvelles sont aussi bonnes au collégial technique (16 500 diplômés en 2006-2007). Le taux de chômage des nouveaux titulaires de DEC technique est passé de 6% en 2004 à 3,6% en 2008, « soit une baisse de 2,4% », note une seconde enquête, La relance au collégial en formation technique - 2008. Quant au salaire brut moyen des détenteurs de DEC ayant un emploi salarié à temps plein, il était de 636\$ par semaine, une augmentation de 4,1% en un an. Ironiquement, leur taux d'emploi (68,2%) était toutefois inférieur à celui des détenteurs de diplômes d'études secondaires professionnelles.

C'était avant la récession...

Cela ne durera malheureusement pas, selon Pierre Fortin, économiste à l'UQAM. « C'est sûr que les diplômés du secteur professionnel et technique vont être frappés, comme les autres, par le ralentissement économique et éventuellement la récession », a-t-il indiqué.

Il reste que ça vaut la peine de faire des études professionnelles ou techniques, puisqu'en temps de crise, « les plus frappés sont les sans-diplômes, puis ceux qui ont un secondaire général et seulement après, les détenteurs de DEP et de DEC », a-t-il fait valoir.

Contrairement à la croyance populaire, les filières professionnelles et techniques sont plus courues au Québec

qu'ailleurs au Canada, a souligné M. Fortin. Au Québec, 35% des 17-25 ans les fréquentent, contre 28% en Ontario et 16% dans les provinces de l'Ouest et de l'Atlantique, selon Statistique Canada.

Des secteurs payants

Au secondaire professionnel, le secteur le plus payant en 2008 était celui des mines et travaux de chantier, avec un salaire brut moyen de 882\$ par semaine, mais un taux de chômage élevé (22,2% des nouveaux diplômés). Le moins payant était l'esthétique, avec un salaire de 359\$ par semaine.

Au collégial technique, la métallurgie était la plus payante (salaire brut moyen de 973\$ par semaine), mais le taux de chômage y était de 25%. D'autres secteurs, comme le transport (salaire de 766\$ par semaine) et la santé (720 \$ par semaine) affichaient des taux de chômage respectivement de 0% et 1,1% en 2008.

>>> Les chiffres à retenir

Nouveaux diplômés du secondaire professionnel (9 mois après avoir eu leur diplôme)

Taux d'emploi: 77,8%

Taux de chômage: 9,6% (le plus bas des 10 dernières années)

Salaire brut moyen par semaine pour les employés à temps plein: 611\$ (hausse de 4,1% en un an)

Nouveaux diplômés du collégial technique (10 mois après avoir eu leur diplôme)

Taux d'emploi: 68,2%

Taux de chômage: 3,6% (baisse de 2,4% en quatre ans)

Salaire brut moyen par semaine pour les employés à temps plein: 636\$ (hausse de 4,1% en un an)

Sources : La relance au secondaire en formation professionnelle 2008 et La relance au collégial en formation technique 2008, ministère de l'Éducation.



cyberpresse.ca

Publié le 03 février 2009 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

Pas de sursis pour les poux



Un parent a suggéré à la Commission scolaire de Montréal (CSDM) d'utiliser les nouveaux peignes électriques contre les poux pour régler les infestations dans les écoles.

Photo: Robert Mailloux, La Presse



Marie Allard
La Presse

La lutte contre les poux dans les écoles sera bientôt plus efficace. Les infirmières scolaires pourront remettre des ordonnances de traitement antipoux aux familles touchées, qui n'auront plus à consulter un médecin pour se les faire rembourser.

Les centres de santé et de services sociaux et la direction de la santé publique (DSP), qui conçoivent ce «système d'ordonnances collectives», s'attendent «à ce que cela accélère l'application d'un traitement efficace».

Le coût des pédiculicides - plus de 18\$ pour traiter un seul enfant à raison de deux shampooings - oblige des parents à attendre de voir un médecin avant de se les procurer. Pas fous, les poux

profitent de ce sursis pour sauter d'une tête à l'autre. Dorénavant, la «diminution des délais favorisera un meilleur contrôle de la pédiculose en milieu scolaire», écrit François Lamy de la DSP dans une lettre dont La Presse a obtenu copie.

L'apparition de peignes électriques antipoux suscite aussi l'intérêt des familles. Un parent de l'école Élan, à Montréal, a récemment suggéré l'utilisation de ces peignes. «Pour aller au fond des choses, on a demandé un avis concernant l'utilisation du peigne électrique à la DSP, en se disant qu'on détenait peut-être la recette gagnante», a indiqué Alain Perron, porte-parole de la Commission scolaire de Montréal. Le verdict vient de tomber: «La littérature scientifique actuelle ne démontre pas l'efficacité d'un tel traitement. Par conséquent, la DSP ne le recommande pas.»

Un «Taser à poux»

Deux types de peignes électriques contre les poux sont actuellement offerts. Le premier détecte les poux dans la chevelure et les élimine grâce à une décharge électrique, que ses fabricants disent inoffensive pour l'humain (à condition que les cheveux soient secs!). Il ne doit pas être utilisé chez les enfants de moins de 3 ans, les épileptiques et les porteurs de stimulateur cardiaque. Vendu sous plusieurs marques en Europe, on peut le

commander ici sur l'internet pour environ 80\$.

Le second ressemble au peigne classique (il n'émet pas de décharge électrique), à la différence que ses deux séries de dents vibrent et sont si rapprochées qu'elles éliminent même les plus petits poux, selon ses fabricants.

Une entreprise donne des peignes électriques aux écoles

La compagnie Quantum, de l'Oregon, offre gratuitement son MagiComb (sans décharge électrique) aux écoles qui veulent traiter les enfants sur place. «Cela permet aux professionnels de la santé de faire respecter une politique antipoux sans renvoyer les étudiants chez eux», fait valoir l'entreprise sur son site internet. À la CSDM, «il n'y a pas eu d'approche de faite par cette compagnie ou une autre, a assuré Alain Perron. Nous avons peut-être reçu de la publicité.»

Un peigne antipoux à piles de marque Conair (sans décharge électrique) est disponible pour 16\$ dans les pharmacies québécoises. «On en vend très peu, a dit Hélène Bisson, porte-parole du Groupe Jean Coutu. À raison d'un par semaine dans tout le réseau.»

Selon le ministère de la Santé, 5,7% des enfants d'âge pré-scolaire et scolaire attrapent des poux chaque année.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Vous pourriez devenir porteur du flambeau olympique de 2010 [Participez](#)

IMAGINEZ. RÉALISEZ.

cyberpresse.ca

air transat

Publié le 02 février 2009 à 13h51 | Mis à jour le 02 février 2009 à 13h58

Une victoire teintée de tristesse au sommet de l'Aconcagua



Pour passer du camp de base au camp 1, il faut se frayer un chemin à travers des pénitents, ces étranges lamelles de glace serrées les unes sur les autres.

Photo: Marie Tison, La Presse



Marie Tison
La Presse

Après plus de 10 jours de marche, nous voici enfin au sommet de l'Aconcagua. Nous nous prenons par les épaules, nous félicitons. À ce moment-ci, personne d'autre sur la planète n'est aussi haut que mes trois camarades et moi, à part ceux qui se baladent en avion.

L'Aconcagua, situé en Argentine, est la plus haute montagne des Amériques avec 6962 mètres. Il y a quelques montagnes plus élevées dans l'Himalaya, comme l'Everest, mais ce n'est pas la saison de l'escalade en Asie et il n'y a personne sur ces sommets.

Mes sentiments sont cependant doux-amers. Il y a certains détails que je ne devrais peut-être pas

raconter à ma mère à mon retour, histoire de ne pas trop l'inquiéter. Comme le fait que cette montagne est plus dangereuse qu'il n'y paraît à première vue.

Certaines voies sur l'Aconcagua sont difficiles et demandent de grandes habiletés techniques, comme le Glacier des Polonais et la terrifiante Face sud. Mais d'autres sont dites faciles et ne demandent pas de connaissances en escalade.

Toutefois, le mal de l'altitude guette quand même et la température peut passer du grand bleu à la tempête aveuglante en un rien de temps.

Nous avons choisi une de ces voies dites faciles, la traverse des Polonais, une variante qui permet d'éviter la partie difficile du Glacier des Polonais. Elle reçoit moins de visiteurs que la voie normale. Il faut compter trois

jours de marche pour se rendre au camp de base, Plaza Argentina. C'est une randonnée plutôt agréable: des mules portent nos bagages, nous n'avons qu'à admirer le paysage et essayer de nous acclimater à l'altitude.

C'est au camp de base, à 4200 mètres d'altitude, que les choses se corsent. Après avoir obtenu le feu vert du médecin du camp, nous devons maintenant porter tout notre barda sur des sentiers parfois dangereusement érodés. Pour favoriser une meilleure acclimatation, et pour rendre les charges plus acceptables, nous faisons des dépôts.

Nous prenons le matériel dont nous n'avons pas besoin immédiatement, comme la nourriture des prochains jours, les vêtements d'hiver pour la haute altitude et l'équipement technique pour le sommet, et nous allons le déposer 500 mètres plus haut. Nous redescendons dormir au camp, et le lendemain, nous déménageons le reste du matériel et établissons un nouveau camp.

Les champs de pénitents

Certaines sections sont particulièrement difficiles, comme la traversée de champs de pénitents. Il s'agit de bizarres formations de neige glacée qui ressemblent de loin à des processions de moines, la tête baissée. De près, il s'agit d'étroits murs de glace qui forment de véritables labyrinthes d'une étrange beauté.

Il nous faut une bonne semaine pour nous rendre du camp de base au spectaculaire camp 2, le dernier avant le sommet, à 5800 mètres d'altitude. À force de croiser des gens, de parler, nous savons maintenant que plusieurs ont dû rebrousser chemin à cause de la fatigue ou de la température. Plus grave encore, nous savons que depuis une dizaine de jours, cinq personnes ont perdu la vie sur la montagne: glissades sur le glacier, chutes de roches, crises cardiaques, hypothermie. Une sixième personne manque à l'appel. Normalement, deux ou trois personnes perdent la vie sur l'Aconcagua chaque année. Cette année, la montagne est particulièrement meurtrière.

Nous nous attaquons quand même au sommet en quittant le camp 2 un peu après cinq heures du matin. Ce n'est qu'en début d'après-midi que nous arrivons au bas de la Canaletta, la dernière section avant le sommet, particulièrement difficile. Le manque d'oxygène est tel que, chaussés de nos crampons, nous marchons extrêmement lentement: cinq respirations, un pas, cinq respirations, un pas.

Oedème cérébral

Notre guide, de l'organisation montréalaise Karavaniers, réalise que l'un de mes camarades marche de façon erratique. Il ne prend pas de chance et le fait descendre immédiatement. Notre ami souffre d'un oedème cérébral. Heureusement, nous transportons une véritable pharmacie de haute montagne et notre copain s'en tirera sans dommages.

Nous continuons l'ascension avec inquiétude. Tout près du sommet, coincée entre des roches, il y a une forme couverte de sacs de plastique, un corps que les secouristes n'ont pas encore réussi à faire descendre.

C'est pour cela que la victoire est douce-amère. La haute montagne n'est pas un terrain de jeu pour les enfants. Il faut être bien préparé, bien encadré, et aussi rester humble. Nous n'avons pas remporté une victoire sur la montagne. C'est la montagne qui nous a laissés fouler son sommet et admirer sa beauté.

www.karavaniers.com



Vous pourriez devenir porteur du flambeau olympique de 2010

Participez >

IMAGINEZ. RÉALISEZ.



cyberpresse.ca

Publié le 03 février 2009 à 07h00 | Mis à jour à 07h00

Des étudiants envoient une Coccinelle dans le Pacifique



Photo: Reuters

Agence France-Presse
Vancouver
Cinq étudiants de la Colombie-Britannique ont raté leur coup et expédié lundi au fond de l'océan Pacifique une Volkswagen coccinelle qu'ils voulaient suspendre au-dessus d'un pont de Vancouver, se faisant de surcroît interpellé par la police.

Alertée par un riverain, la police a découvert en plein nuit «un groupe de braves étudiants en ingénierie de l'université de Colombie-Britannique qui essayaient de suspendre une Coccinelle par dessus la rambarde» du pont Ironworkers Memorial de Vancouver, a dit en plaisantant l'agent Lindsey Houghton.

«Nous les avons attrapés la main dans le sac», a-t-elle déclaré, ajoutant que ces jeunes hommes dans la vingtaine avaient été libérés mais seraient poursuivis pour trouble à l'ordre public.

Chaque année à cette période, les élèves des grandes écoles d'ingénieurs d'Amérique du Nord se livrent à des farces en tout genre, y compris la suspension de cet emblématique véhicule à partir de lieux élevés, comme le pont du Golden Gate de San Francisco en 2001.

Mais les étudiants de Vancouver ont connu des ennuis techniques fâcheux: «leur système de cordes et de poulies s'est cassé et la voiture a plongé», a ajouté Mme Houghton, suggérant aux futurs ingénieurs de «relire leurs manuels».

Cette blague n'est nullement du goût de l'université, a déclaré l'adjoint du doyen de la faculté d'ingénierie, indiquant que «cette équipée est embarrassante, et le fait qu'ils aient échoué n'arrange rien».

Technaute.ca

Le Journal de Montréal lance aussi son site

Technaute.ca

02 février 2009 | 07 h 25 | 2 commentaires

Quelques jours après le lancement du site ruefrontenac.com par les employés en lock-out du Journal de Montréal, le quotidien lance lui aussi son site web, afin de fournir sa propre vision du conflit, qui a débuté le 24 janvier dernier.

Le site www.lheurejuste.ca a été mis de l'avant afin que les internautes puissent comprendre les argument véhiculés par la direction du Journal. «Par souci de transparence et d'exactitude, et parce que la direction du Journal tient à protéger la réputation du quotidien, il lui a donc semblé important d'apporter une contrepartie à des jugements de valeur qui deviennent des faits et à des données inexactes qui finissent par être érigées en vérités à force d'être répétées», a expliqué la direction par voie de communiqué.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

canoe network ... **cnews**

February 3, 2009

Rail return gets top marks from strike-stricken students

By JON WILLING

The O-Train bell at Greenboro station yesterday was music to the ears of three 17-year-old girls who attend high school in the Glebe.

Ghofran Zrak, Hanan Mahmoud and Salma Rachid said they exercised all options to get to classes at Glebe Collegiate during the transit strike.

"Sometimes we actually didn't go to school because there was no ride back and forth and no one is willing to pay \$30 back and forth for a taxi," Zrak said.

"We'd car pool sometimes, here and there," Mahmoud added.

Greenboro station, which is beside South Keys Shopping Centre, is about 9 km from the high school.

Zrak said some students during the strike moved in with friends who live closer to the school.

SHUTTLE SERVICE

"It's pretty bad," she said.

University students were also relieved to have reliable transit back up and running yesterday, although many still waited outside the station for a school-run shuttle service.

Carleton University, University of Ottawa, St. Paul University and Algonquin College intend to continue operating their shuttle services this week.

The O-Train's restart has mitigated some commutes.

Carleton student Michael Monks recently started a co-op job in Gatineau.

"When I came back from my winter break, I started my co-op job on Jan. 5 and it's been, almost every day, about three hours trying to get to work both ways," Monk explained.

It takes him 30 minutes to walk to Greenboro station, and once he gets off the O-Train, he has another 30 minute walk to work.

The train service has shortened his trip, but Monk said he's "excited" for the return of the buses next week.

"I can't wait for that to happen," he said.

Ontario. York University students return to class

CANWEST NEWS SERVICE FEBRUARY 3, 2009 4:03 AM

Classes at York University resumed yesterday after a lengthy strike that began Nov. 6, 2008, threatened to upend the Toronto school's semester. The last obstacle to restarting classes was cleared last week after the union representing striking teaching staff called off a legal challenge to back-to-work legislation -- passed by the Ontario government. "We will begin now to rebuild bridges. We are committed to working with the community to resolve these problems. There are no winners in this situation," said Mamdouh Shoukri, York University's president, in the statement.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Strike gave us a reason to walk

For many, forced increase in physical activity was benefit, health experts say

BY PAULINE TAM, THE OTTAWA CITIZEN FEBRUARY 3, 2009 4:03 AM

If you were among the thousands of Ottawa commuters who had no choice but to walk, skate, or bike around the city during the OC Transpo strike, congratulations! You're likely in better shape now than you were seven weeks ago.

The truth is, you probably needed the workout, health experts say.

The perverse virtue of the 51-day transit strike, which is expected to end imminently after the city and its transit union reached a deal Thursday, was that it forced some people to become more physically active.

Before the strike started, many likely weren't meeting the minimum daily requirements for exercise, said Robert Reid, associate director of the Minto Prevention and Rehabilitation Centre at the University of Ottawa Heart Institute.

You know the old saw: 30 to 60 minutes of daily physical activity helps keep your heart healthy and your weight down. So an hour-long walk daily to the office and back, or a half-hour march to and from the carpool meeting point, likely did you some good.

"Our population is just so sedentary that any increase in physical activity is likely to be a good thing," said Mr. Reid. "Probably in many cases, people who were forced to get active during the strike are actually getting just enough exercise or about as much as they should be getting."

Granted, the strike was a hardship for the frail elderly, disabled and people with chronic illnesses. Even so, officials at The Ottawa Hospital said they have not seen a sudden jump in emergency-room visits during the strike.

Heart Institute cardiologist Chris Glover said the number of heart-attack patients treated during the strike appears to be consistent with what the institute normally sees during the winter months.

For the average commuter more accustomed to jumping into the car with a pitstop at Tim Hortons, the question is this: How many will continue to keep up the workout, now that buses are expected back on the road Feb. 9?

Mr. Reid, a kinesiologist, has the following advice: Keep up the walking (or biking or skating), even if it's not to the extremes that were necessary during the strike.

"Walk one way and take the bus the other, or get off the bus 15 minutes early and walk the rest of the way," said Mr. Reid. He practises what he preaches by running seven kilometres daily to and from work. "Sometimes, we don't make changes until we're forced to," said Mr. Reid.

"And I think the strike forced people to reassess what they're doing. Hopefully, some people have decided that this is something they want to continue."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Carleton looks abroad for more students, better reputation

BY JOANNE LAUCIUS , THE OTTAWA CITIZEN FEBRUARY 2, 2009

OTTAWA — Carleton University's new strategic plan calls for the university to "open the doors to allow faculty and students increased exposure to the world beyond Canada."

Global exposure and strategies to attract and retain students are among the key points of the plan, unveiled in its final form Monday to the university's board of governors.

The plan is to set a new course for the university. One of the areas mentioned repeatedly in the 24-page document is the need for the school to give students an increased opportunity for international exposure.

An "international term" in the summer is one possibility mentioned in the plan, as well as increasing the presence of international students on campus. Under the plan, the university intends to increase the proportion of undergraduate international students from the current 9.5 per cent to 13 per cent.

However, the university's desire to be both Canada's capital university — as it was called in a marketing campaign — and a global institution are somewhat conflicting goals, as the strategic plan acknowledges.

The university is also looking to increase the number of incoming undergraduates by 10 per cent. To do this, it must maintain the number of students it draws from the Ottawa region while recruiting more from the Toronto region over the next five years.

Meanwhile, the plan is looking to improve the five-year retention rates by three per cent overall and by three-per cent in each faculty.

"Among the tensions which underlie our efforts is the difficulty in assuring access while improving graduation rates," said the report. "When academic culture is not part of a family heritage, the university must provide additional support."

To that end, the university is to bring together the chairs and deans of programs with high failure and dropout rates to "resolve the inherent issues." That task is to be completed by this June.

The plan acknowledges that more space is needed, and suggests considering at least one more residence as well as a concert hall which could also be used by the community.

The strategic plan was one of Carleton president Roseann Runte's first tasks when she took the helm

at the university this summer.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Carleton plan opens door to the world

University seeks to step up international exposure on all levels, boost support for struggling students

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN FEBRUARY 3, 2009 4:03 AM

Carleton University's new strategic plan calls for the university to "open the doors to allow faculty and students increased exposure to the world beyond Canada."

Global exposure and strategies to attract and retain students are among the key points of the plan, unveiled in its final form yesterday to Carleton's board of governors.

The plan sets a course for the university. One of the areas mentioned repeatedly in the 24-page document is the need for the university to give students an increased opportunity for international exposure.

An "international term" in the summer is one possibility mentioned in the plan, as well as increasing the presence of international students on campus. Under the plan, the university intends to increase the proportion of undergraduate international students from the current 9.5 per cent to 13 per cent.

However, the university's desire to be both "Canada's capital university" as well as a global institution has created tension, the strategic plan acknowledges.

The university is also looking to increase the number of incoming undergraduates by 10 per cent. To do this, it must maintain the number of students it draws from the Ottawa region while recruiting more from the Toronto region over the next five years.

Meanwhile, the plan is looking to improve the five-year retention rates by three per cent overall and by three-per cent in each faculty.

"Among the tensions which underlie our efforts is the difficulty in assuring access while improving graduation rates," said the report. "When academic culture is not part of a family heritage, the university must provide additional support."

To that end, the university is to bring together the chairs and deans of programs with high failure and dropout rates to "resolve the inherent issues." That task is to be completed by this June.

Carleton president Roseann Runte said yesterday that universities have changed from the days when such institutions were proud that many of their students failed or were asked to leave before they graduated.

"That's not the game now," she said. "We wouldn't admit them if we didn't believe they could be successful."

The plan also acknowledges that more space is needed, and suggests considering at least one more residence as well as a concert hall that could also be used by the community.

The strategic plan was one of Ms. Runte's first tasks when she took the helm at the university last summer. Hundreds of people, both inside and outside the university, provided input for the document.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen